

Les communautés qui s'élaborent sur ce mode sous-tendent la possibilité d'une sortie de l'économie, d'un dérèglement du contrôle policier. Reste à les intégrer, à les composer quelque part. Et en un certain sens. À les densifier aussi, pour qu'elles nous engagent à vie et ne restent pas à l'état de projets, de points de rencontre pour des individus politisés qui s'associeraient contractuellement, selon des engagements révocables et mesurés à l'aune des préférences ou des goûts de chacun-es. S'affronter efficacement au monde tel qu'il va suppose autre chose qu'une compilation de vies individuelles, de projets, de campagnes. Ce qu'on doit pouvoir opposer au capital c'est une vie partagée et rebelle ; le *mouvement* comme composition offensive d'un monde hostile à l'existence contrôlée et productive qu'on nous promet et qu'on cherche à nous vendre aussi sous le nom de démocratie.

SORTIR DE NOS PRATIQUES POLITIQUES TRADITIONNELLES

Définir les conditions d'une révolte qui ne s'arrêterait jamais cela signifie aussi sortir de nos pratiques politiques traditionnelles, rompre avec nos modes de luttes individualistes et corporatistes et élaborer de nouvelles formes d'engagements dans la durée.

Un mouvement social comme le mouvement dit «anti-CPE» peut être porteur, à condition de déborder de la forme dans laquelle sa charge politique est contenue, il doit s'affranchir du travail des syndicats, ou des médias... il est donc nécessaire de constituer une force capable de dynamiser la perpétuation de cet ordre, pour être à même de le faire exploser. Pourtant, encore une fois, bon nombre de personnes n'ont pas perçu l'intérêt, la nécessité d'y prendre part. Nous avons vu certaines personnes, dont les existences politisées laissaient imaginer un intérêt évident pour ce type d'évènement, continuer le cours de leur vie comme si rien ne se passait, ou participer au mouvement sans s'y impliquer réellement. Pourtant, chaque soulèvement est porteur de perspectives révolutionnaires. D'autant que le contexte historique dans lequel nous nous trouvons et nous trouvons encore, aurait du être perçu comme un indice. La guerre sociale est de plus en plus visible: le mouvement lycéens de 2005, les émeutes de

novembre ; ou encore les perturbations du beaujolais nouveau¹, de la fête de la musique², de la coupe du monde, en sont le reflet. Le lien entre ces différentes situations nous semble tellement évident que nous ne pensons même pas à tenter de le démontrer, alors même que le discours dominant, non content d'en nier déjà toute la charge politique, se refuse aussi à reconnaître une continuité et un rapport entre elles. Il suffit pourtant de se rendre compte que cela faisait bien longtemps qu'autant de soulèvements, de plus aussi virulents, n'étaient pas apparus dans un espace temps aussi limité, mettant en place une sorte de climat pré-insurrectionnel, qui ne s'est d'ailleurs pas totalement évaporé. Et surtout, la révolte de novembre comme celle de février, n'a pas trouvé son fondement dans un problème purement revendicatif : la raison n'était pas seulement « justice pour Bouna et Zyed », ou même « Non aux bavures policières », de la même façon que le mouvement de printemps ne se limitait pas au refus du CPE. Ce qu'il faut comprendre de ces moments, c'est qu'ils ne sont que de bons prétextes, sur lesquelles on bondit, car, en tant qu'ils véhiculent des principes fédérateurs, ils réunissent énormément de monde et créent des situations propices aux débordements et par là, à l'expression d'une contestation plus profonde et plus large. Malgré un tel contexte, il ne nous aura pas été possible de faire de cette révolte de printemps plus qu'un simple sursaut.

Cet échec est à la fois dû à un manque d'organisation collective sur du long terme, au fait que nous ayons peu de ressentis communs, mais aussi à une absence de consistance dans l'organisation de perspectives révolutionnaire. Et le fait que très peu aient su sortir de leurs pratiques politiques traditionnelles, tandis que chacun en éprouvaient les limites à travers ce mouvement, a également contribué à son affaissement. En effet, les modes d'engagement politique qui ont pu être présents, tels que l'activisme, le militantisme ou même l'alternativisme, constituent une

1 – Comme à Grenoble (voir la partie « Sous les pavés, les flics ».)

2 – Comme à Rennes ou à Toulouse (Idem)

distribution figée et séparée de l'intervention politique radicale. Ainsi piégée, l'univers de celle-ci consiste en une sphère politique certes différente, mais où l'évocation même du mot « révolution » reste défendue. Mais cette situation s'est atténué au cours du mouvement, grâce à la vie collective qui s'y est créée, et à l'intensité qu'elle a dégagée. Le partage de moments, de pratiques, a permis de constituer les aspirations partagées en une sorte de plan commun, sans pour autant aller jusqu'à construire de nouvelles formes d'organisations qui seraient réellement aptes à tenir lieu de « chemins praticables ». En ce sens, les voies d'expérimentations qui ont été dessinées pendant ce mouvement auraient gagné à être pensées bien avant le début.

Mais en dehors des mouvements sociaux, ces pratiques se caractérisent par le fait qu'au travers d'elles la relation à la politique n'est envisagée que de manière séparée par rapport au reste de la vie. Elle n'est vécue qu'aux travers de rôles qui, même s'ils sont exercés au quotidien, ne s'infiltrant pas dans toutes les parts de nos existences.

Le militant est consistant dans la durée, soit pour son parti, son syndicat, soit pour ses idées, mais il devient totalement imperméable à la situation lorsque celle-ci échappe au contrôle des instances susnommées, il ne fait preuve d'aucune forme de spontanéité. C'est pour cela que nous avons vu durant le mouvement certains militants au sein des manifestations officielles, s'entêter à marcher bien en rang derrière leur banderole et à mettre en place des services d'ordres. Ou encore d'autres, qui, tout en percevant la pertinence politique d'une telle situation, restaient totalement passifs lors d'affrontements avec la police. C'est la rigidité du militant, abreuvé par des idées étriquées et convenues, qui annihile toute forme d'action et qu'il faut remettre en question. Même si dans certains moments de lucidité, il est rongé par la désillusion, il n'oppose à cela que de l'aigreur ou de la résignation, plutôt qu'une réelle remise en question de ses pratiques et théories politiques.

Son discours pré-construit et bien ficelé est rabâché de façon mécanique, figeant l'élaboration de perspectives politiques communes.

Cependant, la constance dans l'engagement, les structures matérielles et le souci de l'organisation sur le long terme donne du poids et de l'importance à la forme militante.

Si savoir s'adapter à la situation est une force, on remarque qu'on la retrouve chez l'activiste, mais cette force d'adaptation, cette prise en main de la situation n'est pas suffisante.

L'activiste possède une force de frappe réelle, mais qu'il n'utilise que de manière temporaire, il n'a aucune persistance dans le temps, il n'envisage pas la lutte dans son ensemble et préférera voguer d'une campagne à une autre. D'un G8 à une lutte anti-nanotechnologie, d'une occupation de chantier de prison à un fauchage de champs ogm, son temps de vie est séparé également de son temps de lutte. Mais au sein même de ce temps, c'est la hiérarchie de l'urgence qui sépare les différentes périodes en terme de priorité, aucune forme d'organisation ou de stratégie sur du long terme n'est développée. «L'activiste fait de la pensée une boniche qui doit servir une cause, une action».

Donc très vite ce mode d'organisation fatigue: l'activiste, n'étant qu'un individu mobile, ne se constituant que très rarement en force collective ou seulement de manière sporadique, s'épuise. Il répond à l'urgence de notre monde par l'urgence de l'action et ne s'appuie sur aucune forme d'organisation concrète ou permanente. Il est constamment sur le mode de la réaction, et ne peut pas développer un mouvement constant et consistant. De la même manière que le militant se dit «on peut rien faire tout de suite» et donc se concentre sur la préparation des consciences, il y a l'activiste qui se dit «on doit absolument faire quelque chose» (voire n'importe quoi). D'autant que sur l'agitation constamment entretenue par la mouvance activiste, se greffe une armada de touristes qui vont de rassemblements en contre-sommets pour y traîner leur dilettantisme politique, pour avoir l'impression de participer à un mouvement qu'ils ne font que consommer.

Contrairement à cette dispersion propre aux activistes, la critique radicale portée par le mouvement recherchait la

convergence, construisait les conditions de possibilités de l'élaboration de nouvelles formes de vie. Et si le développement de pratiques «alternatives» participe effectivement à la construction de ces nouvelles façons d'exister, elles ne s'inscrivent dans une offensive que dans le cadre des mouvements sociaux, se bornant à l'élaboration de ces pratiques le reste du temps. Autrement dit, trop souvent absorbé par le souci de se construire un mode de vie idéal, l'alternativiste a tendance à se couper de la société. Bon nombre d'expériences de vies collectives se retrouvent totalement isolées, d'abord géographiquement parlant, mais aussi en raison de la difficulté à créer des liens nombreux et constants, à élargir les réseaux «alternatifs» au monde qui les entoure. Les pratiques qu'ils portent se restreignent alors à des alternatives soit parce qu'elles prennent trop de temps, soit parce qu'on ne ressent plus la nécessité de lutter; habitués à un certain confort, qui finit par devenir suffisant, on se retrouve totalement étrangers à ce qui nous a pourtant poussé à nous organiser à l'origine. On ne détruit plus un monde hostile, on construit en dehors de lui. La faible mobilisation des lieux de vies collectives ruraux, lors du mouvement dit «anti-CPE» au printemps dernier, en est un bon exemple. Si l'élaboration quotidienne que permettent ces lieux en terme de vie pratique ou de relations humaines est évidemment nécessaire, elle doit cependant permettre un bouleversement réel et profond des formes de vies. Celles-ci ne doivent pas se contenter de se penser et s'agencer dans une sorte de monde parallèle, elles se doivent d'être offensives, pour faire exister et construire un rapport de force suffisamment important. Vouloir détruire c'est aussi désirer construire, c'est pourquoi il est évidemment difficilement envisageable de négliger l'expérimentation de ce que l'on peut vivre d'autre, au profit de l'inscription dans la révolte. Il ne s'agit pas de privilégier l'une ou l'autre de ces tendances, mais au contraire de les équilibrer, c'est ce qu'a permis le mouvement dit «anti-CPE», au sein des communautés de luttes qui s'y sont créées, des perspectives collectives qu'elles ont pensées et expérimentées, des moments de vies partagés

qu'elles ont rendus possible. Simplement, il nous semble nécessaire, pour qui se fixe pour objectif le renversement de ce monde, de ne pas se contenter de vivre dans les marges qu'il veut bien nous laisser. Ce qu'il est primordial de comprendre c'est qu'il n'existe pas d'en dehors, et que toute proposition allant dans ce sens n'est qu'illusion. À titre d'exemple, on peut dire que l'on se retrouve toujours confronté à la société, à l'Etat, selon les cas pour acheter des terrains, se nourrir, se soigner, etc., que le capitalisme traverse non seulement toute chose, mais aussi tout individu.

Toutes ces expériences de pratiques politiques nous ont appris l'importance de la force technique, la nécessité de la mobilité et de la réactivité face à la situation, mais aussi de l'engagement dans la durée, et de la persistance dans les modes d'organisation. Sans oublier toutes les expérimentations de différents modes de vies, qui se sont mis en place dans divers endroits au travers du mouvement. Seulement, il manquait et manque toujours quelque chose, le positionnement dans la guerre sociale, l'organisation collective permanente et pas seulement pour construire une alternative mais pour nuire au système et le détruire. Il est plus que nécessaire de nous constituer en nébuleuse et de nous donner les moyens matériels pour nous organiser en force à travers un réseau de groupes affinitaires, s'inscrivant et s'appuyant directement sur la lutte des classes ; de construire des communautés de luttes, afin que le prochain soulèvement ne s'arrête pas ou du moins ne s'écroule pas de lui-même. Pour que nous puissions enfin construire l'insurrection généralisée et permanente.

CONSTRUIRE UN « MOUVEMENT PERMANENT »

« *C'est la guerre ...* »
(mafia k'1 fry)

La manifestation la plus visible de cette guerre c'est l'Etat qui la porte : il s'y inscrit et la mène, il lui donne forme à travers le quadrillage policier de nos villes, l'installation massive de caméras dans l'espace public, le délire sécuritaire (plan Vigipirate, et plus généralement tous les dispositifs de lutte contre le « terrorisme »), les guerres dites chirurgicales, la présence de soldats en arme dans les lieux publics, l'utilisation de pratiques et de termes militaires (couvre-feu, état d'urgence, etc.), les hélicoptères survolant les « zones sensibles »... Ces différents éléments concordent à matérialiser la guerre en cours aux yeux de tou-te-s, et malgré tout l'idéologie dominante tend à la nier.

Le conflit adopte les modalités de la guerre moderne. Pas de tranchée, pas de champs de bataille spécifique, mais de multiples actes clandestins opposés aux forces d'occupations matérielles et imaginaires : c'est l'autorité de l'Etat prise pour cible par les cailleras qui attaquent les mairies, par les automobilistes qui explosent les radars automatiques, c'est la haine du flic généralisée, les diverses stratégies de résistance face au rouleau compresseur du travail